

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## PSD : Maganga Moussavou fait le bilan du congrès de Mékambo

**LE** président du Parti social démocrate (PSD) s'est également prononcé sur les sujets d'actualité.

CNB  
Libreville/Gabon

**L**E siège du Parti social démocrate (PSD) a servi de cadre à une conférence

de presse, dit "Forum de la presse", animée par le président cette formation politique, Pierre-Claver Maganga Moussavou. Pour ce énième rendez-vous ce dernier a, dans un premier temps, fait le bilan du congrès provincial du PSD organisé dans l'Ogooué-Ivindo, après celui de l'Estuaire.

Dans la foulée des échanges

avec les journalistes, Maganga Moussavou s'est réjoui de la forte mobilisation de la population de la Zadié. "Des assises qui ont permis à la direction du parti d'apporter des explications sur la démission du député du 2e siège de la Zadié", a-t-il indiqué. Non sans dénoncer "quelques esprits tordus qui ont voulu boycotter la tenue du congrès de Mékambo au cours duquel le PDS a reçu entre 400 et 500 adhésions et le retour des conseillers municipaux démissionnaires"... Abordant les questions d'actualité, l'ancien vice-président de la République d'Ali Bongo Ondimba, s'est indigné de la situation de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs). Tout en interpellant le président de la République sur cette question.



Photo: Jocelyn ABILA

**Instantané des échanges entre le président du PSD et les représentants des médias.**

La libération de Jean-Rémy Yama et de Pierre-Alain Mougoungui, tous les deux détenus "arbitrairement", selon le leader du PSD, a été au centre de la plaidoirie de ce dernier auprès d'Ali Bongo Ondimba. Pierre-Claver Maganga Moussavou, en répondant aux

questions de la presse, a abordé d'autres questions d'actualité. Notamment la vie chère, les préalables imposés par le Fonds monétaire international (FMI) avant d'accorder un décaissement de fonds au profit du Gabon et le malaise dans le sport gabonais.

## Journée mondiale de l'Afrique: autour de la sécurité alimentaire

Photo: L.R.A



Line R. ALOMO  
Libreville/Gabon

**P**ENSER sa sécurité alimentaire, démontrer son engagement à trouver des solutions au phénomène de famine qu'induisent la crise du Covid-19 et la guerre en Ukraine. C'est dans ce contexte que le groupe des ambassadeurs africains du corps diplomatique accrédité en République gabonaise, a célébré, au Laboratoire d'analyse alimentaire (LAA) de l'Agence gabonaise de la sécurité alimentaire (Agasa), sis à Angondjé, la Journée mondiale de l'Afrique, le 25 mai dernier.

Autour du thème "Bâtir une résilience en matière de sécurité nutritionnelle et alimentaire sur le continent africain: renforcer les systèmes agroalimentaires et les systèmes de santé et de protection sociale pour accélérer le développement socio-économique et du capital humain", il était question pour Abdallah Sbihi, ambassadeur du royaume du Maroc et doyen du groupe des ambassadeurs africains en République gabonaise, et ses pairs, de montrer ce qu'entre-

prend le Gabon comme initiatives pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Tant, a-t-il expliqué, la sécurité alimentaire de chaque pays africain fait partie de l'effort entrepris sur le plan continental. Un thème opportun, a salué le ministre de l'Agriculture, Charles Mve Ella, qui insiste sur la nécessité d'un plan africain de production alimentaire d'urgence qui aurait un impact à long terme sur la productivité alimentaire en Afrique. Toute chose qui pourrait aider à tempérer les niveaux de famine alarmants évoqués par Cyprien Biaou de la FAO dont les chiffres du rapport mondial sur les crises alimentaires n'avaient rien de reluisant. Et Cyprien Biaou de suggérer de saisir les opportunités de terres arables dont dispose l'Afrique et des ressources en eau tant convoitées pour investir dans l'agriculture et les chaînes de transformation. Une Journée de l'Afrique finalement très riche, meublée aussi par la remise d'écharpe aux couleurs du Gabon; ainsi que par la visite du laboratoire d'analyse alimentaire de l'Agasa.

## CGLU-A: Libreville assure la vice-présidence

JMM  
Libreville/Gabon

**L**ES travaux de l'Assemblée générale des Africités ont pris fin à Kisumu, au Kenya, avec l'élection à sa présidence de la Mauritanienne Fatimetou Abdel Malick de la région de Nouakchott. Alors que l'ancienne présidente, Christine Mba Ndutume-Mihindou a été préférée au poste de vice-présidente pour le compte de la région d'Afrique centrale. Aussi bien que la présidence de Libreville a connu quelques soubresauts, liés au passage de quatre maires en cinq ans de mandature, le secrétaire général des Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLU-A), Jean-Pierre Elong Mbassi, a dressé un satisfecit de la gestion des affaires de l'institution faîtière par les différents maires qu'a connus Libreville. Notamment la présidente sortante, Christine



Photo: DR

**Vue des membres du nouveau bureau du CGLU-Afrique.**

Mba Ndutume-Mihindou qui n'a ménagé aucun effort pour tenir tous les engagements de cette institution, dont le Causus régional du CGLU-A, il y a quelques mois avec la mise en place de toutes les structures régionales et, enfin, l'Assemblée générale et des Africités qui se sont tenues du 17 au 21 mai dernier à Kisumu, au Kenya. On retiendra de la participation de la délégation gabonaise qu'elle aura été marquée par une présence active aux conférences thématiques sur les questions de décentralisation, d'enfants apatrides, de développement local; mais

aussi au forum économique et social en présence des décideurs et des hommes d'affaires. Lors de ce forum, c'est le maire de Port-Gentil, Gabriel Tchango, qui a porté la voix du Gabon dans un plaidoyer qui fera date. À noter que notre pays avait également un stand dédié à la culture, l'art culinaire et autres. Il convient de dire que le CGLU-A est une organisation faîtière ayant des représentations dans les quatre continents. À ce titre, elle procède à des plaidoyers au niveau des chefs d'État du continent notamment sur la question de la décentralisation.